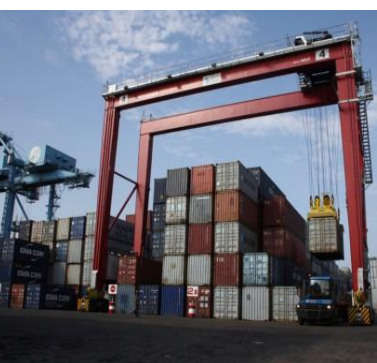


Répertoire et démographie des entreprises modernes en 2014

2^{ème} Edition



Chiffres clés

18 597 entreprises modernes répertoriées dont 8 420 implantées à Douala (45,3%) et 5 778 à Yaoundé (31,1%)

55,6% sont des entreprises individuelles

303 315 employés permanents dans le secteur moderne dont 98 964 dans les PME en 2014

11 010 milliards de FCFA de chiffre d'affaires générés par les entreprises modernes dont 1 742 milliards de FCFA pour les PME

Les entreprises d'effectifs employés supérieures à 100 personnes représentent 2,2% de l'ensemble mais emploient 60,7% des effectifs permanents

Le secteur primaire concentre 1,3% des entreprises, emploie 14,9% des effectifs et génère 4,2% du chiffre d'affaires global.

Le secteur secondaire concentre 11,5% des entreprises, emploie 24,8% des effectifs et génère 35,2% du chiffre d'affaires global.

Le secteur tertiaire concentre 87,3% des entreprises, emploie 60,3% des effectifs et génère 60,6% du chiffre d'affaires global.

Les entreprises de chiffre d'affaires supérieur à 3 milliards représentent 2,3 % de l'ensemble des entreprises et cumulent 82,6% du chiffre d'affaires total



Institut National de la Statistique/
National Institute of Statistics

BP: 134 Yaoundé

Tel.: (+237) 222 22 04 45

Fax: (237) 222 23 24 37

Website: www.statistics-cameroon.org

Décembre 2017

Avant propos

L'Institut National de la Statistique (INS) a le plaisir de vous présenter le répertoire et la démographie des entreprises modernes en 2014. Cette initiative est la deuxième étude après celle réalisée en 2013 qui s'inscrivait dans le sillon de l'étude sur la démographie des entreprises de 2010.

La production des indicateurs de la démographie des entreprises concourt à l'atteinte des objectifs de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS). L'étude traduit la volonté de l'Institut National de la Statistique de répondre aux attentes de nombreux acteurs/utilisateurs (décideurs, milieux d'affaires, partenaires techniques et financiers, chercheurs, etc.) qui œuvrent pour l'essor d'un véritable tissu économique, gage de progrès économique et social.

Cette deuxième édition donne la situation des entreprises assujetties à la DSF (Déclaration Statistique et Fiscale) et concerne l'exercice 2014. Ce travail s'inscrit en droite ligne du processus de mise en place et d'opérationnalisation de la Centrale des Bilans des Entreprises qui est un chantier que l'INS a démarré en 2012. Dans le cadre de cette activité, une nouvelle chaîne de traitement des DSF a été mise en place avec deux (02) pools de saisie des données à Douala et Yaoundé. Ce dispositif a conduit à ce jour à la saisie complète des DSF des entreprises du Système Normal, Système Allégé, des DSF des Etablissements de Crédit et des Sociétés d'Assurances pour les années 2007, 2010, 2011, 2013 et 2014.

Il est envisagé dans les prochaines parutions de prendre en compte les entreprises du Système Minimal de Trésorerie (constitué principalement des Très Petites Entreprises) et le système des établissements de microfinance afin de mieux capter le tissu économique moderne dans sa globalité.

Le rapport se focalise sur les données d'identification et quelques données économiques des entreprises dont les DSF ont été collectées pour l'exercice 2014. L'INS profite de cette occasion pour encourager les entreprises, quelle que soit leur taille, à déposer leurs DSF dans les délais réglementaires auprès de la Direction Générale des Impôts ou alors directement au niveau des Agences Régionales de l'INS.

De même, l'INS tient à remercier les responsables des entreprises ayant déposé leur déclaration statistique et fiscale au cours dudit exercice. L'Institut remercie également les Administrations, notamment le Ministère des Finances, les cabinets comptables pour leur appui à la collecte des DSF. L'Institut National de la Statistique accueillerait avec intérêt les suggestions susceptibles d'aider à l'amélioration de ce document.

Les bases de données constituées peuvent être consultées à l'adresse ci-dessous :

Institut National de la Statistique BP : 134 Yaoundé Tél : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 54 21 Fax : (+237) 222 23 24 37 -Site Web: www.statistics-cameroon.org/www.nada.stat.cm

Liste des sigles et Abréviations

| | |
|------------------|--|
| BDEF | Banque de Données Economiques et Financières |
| BTP | Bâtiment et Travaux Publics |
| CFCE | Centres de Formalités de Création d'Entreprises. |
| CGA | Centre de Gestion Agrée |
| CITI | Classification Internationale Type par Industries |
| Code INS | Identifiant interne des entreprises |
| DGI | Direction Générale des Impôts |
| DSCE | Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi |
| DSF | Déclaration Statistique et Fiscale |
| EMF | Etablissement de Microfinance |
| INS | Institut National de la Statistique |
| IDU | Identifiant Unique |
| MINPMEESA | Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat |
| NACAM | Nomenclature des Activités du Cameroun |
| NAEMA | Nomenclature d'Activité des Etats Membres d'Afristat |
| OES | Organisation de l'Economie Sociale |
| OHADA | Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires |
| RCCM | Registre du Commerce et Crédit Mobilier |
| RGE | Recensement Général des Entreprises |
| SNDS | Stratégie Nationale de Développement de la Statistique |
| SYSCOHADA | Système comptable OHADA |

Sommaire

| | |
|---|----|
| Avant propos | 2 |
| Liste des sigles et Abréviations | 3 |
| Sommaire | 4 |
| Introduction | 5 |
| 1 Aperçu de la méthodologie | 6 |
| 2 Entreprises en activité | 8 |
| 3 Implantation des entreprises | 9 |
| 4 Forme juridique | 10 |
| 5 Activités économiques exercées | 11 |
| 6. Emploi dans les entreprises modernes | 13 |
| 7 Chiffre d'affaires des entreprises en 2014 | 17 |
| 8 Top 15 des entreprises en termes de chiffres d'affaires en 2014 | 22 |
| 9 Top 15 des entreprises en termes d'effectifs employés en 2014 | 23 |
| 10 Dynamique de création des entreprises | 23 |
| Conclusion, perspectives et recommandations | 26 |

Introduction

Le premier Recensement Général des Entreprises réalisé par l'INS en 2009, a permis de mettre en place un répertoire national des entreprises modernes dont la mise à jour se fait principalement à partir de la collecte des DSF.

La DSF constitue une source importante pour le suivi des entreprises modernes. Elle permet notamment de : (i) avoir une visibilité sur la situation comptable et financière de l'entreprise, (ii) appréhender les indicateurs structurels sur le système productif, (iii) et fournir les informations pour l'élaboration des comptes nationaux. Pour ce faire, il est capital de disposer des liasses fiscales pour chaque exercice comptable.

La disponibilité de ces DSF en 2014 (18 597 unités collectées) a permis la réalisation du présent document sur le répertoire et la démographie des entreprises modernes au cours dudit exercice. Les travaux de mise à jour dudit répertoire servent de cadre pour la consolidation des bilans dans la Banque des Données Economiques et Financières (BDEF).

Ce rapport permet non seulement d'actualiser les informations sur les entreprises modernes, mais aussi de disposer d'une base de données indispensable à tout exercice de planification et à la réalisation de diverses études. Il met ainsi en relief les entreprises et les branches d'activités les plus importantes selon les caractéristiques socio-économiques telles que le chiffre d'affaires et les effectifs employés.

Outre l'introduction et la conclusion, le rapport s'articule autour de neuf (09) sections. La première fait un bref aperçu de la méthodologie utilisée. Les sections suivantes passent en revue l'implantation géographique, la forme juridique, l'activité économique exercée, l'emploi, le chiffre d'affaires. La dernière section traite de la dynamique de création des entreprises.

1 Aperçu de la méthodologie

La confection du présent document obéit au règlement des Etats membres d'AFRISTAT sur le répertoire des entreprises. Le répertoire constitue un outil fondamental pour le suivi des unités économiques.

Définition et objectifs du répertoire

Au sens du présent document, les entreprises modernes sont celles relevant du secteur formel et produisant une DSF¹. Le Répertoire des entreprises modernes est donc une base de données qui identifie les entreprises de ce type. Il enregistre les informations sur l'identification administrative, la localisation géographique, l'activité et l'emploi etc.

L'objectif principal de ce répertoire est de fournir des informations fiables et à jour sur la structure et la démographie de toutes les entreprises modernes (et leurs établissements) exerçant une activité au sein de l'économie nationale. De manière spécifique, ce répertoire vise à :

- ☞ répertorier les entreprises assujetties à la DSF (et leurs établissements) dans leur exhaustivité;
- ☞ renseigner pour chaque entreprise/établissement son poids économique, ses activités, sa localisation, etc.
- ☞ assurer la mise à jour des informations pour suivre la démographie des entreprises.

A partir de la masse d'informations contenue dans le répertoire, plusieurs prestations peuvent être fournies, notamment :

- la constitution d'échantillons pour les enquêtes et études auprès des entreprises ;
- l'analyse statistique de la population des entreprises et de sa démographie ;
- le suivi des performances du secteur privé ;
- la diffusion d'informations fiables sur les entreprises pour les besoins des utilisateurs ;
- les études de marché (recherche de partenaires exerçant dans une branche donnée, connaissance de la structure de l'économie nationale, mesure de la contribution des entreprises à l'emploi, etc.) ;
- les informations fiables pour l'élaboration des comptes nationaux.

Champ

Le répertoire des entreprises modernes enregistre toutes les entreprises établies sur le territoire national, et assujetties à une DSF, selon le plan comptable en vigueur auquel ces entreprises sont soumises, en l'occurrence le Système comptable OHADA (SYSCOHADA). Les entreprises répertoriées sont celles qui ont déposé leurs liasses fiscales en 2014.

Sources de données

Les données proviennent des déclarations statistiques et fiscales (DSF) déposées par les entreprises auprès de la DGI ou à l'INS. Les DSF retardataires ou rectificatives collectées lors de la campagne sur l'exercice suivant, sont également prises en compte dans le répertoire de l'exercice sous revu.

Traitement des données

¹ La Déclaration Statistique et Fiscale (DSF) est un document administratif présentant les états comptables et financiers des entreprises au cours d'un exercice

L'exploitation de la base de saisie des DSF de l'année 2014 a d'abord permis de constituer une base de données d'environ 14 990 entreprises qui ont eu à déposer une DSF pour l'exercice 2014. L'examen de ce répertoire, compte tenu de la réalité économique a permis d'identifier des entreprises qui ne l'ont pas fait. Les informations pour celles-ci ont été complétées selon les cas suivants:

- 1er cas : elles ont déposé leur document de l'exercice 2015. Dans ce cas, l'information de l'année 2014 est récupérée à partir du document de l'année 2015 ;
- 2ème cas : les DSF de 2015 ne sont pas disponibles, alors les informations de l'année 2013 sont reportées à l'année 2014. A cet effet, 3 377 entreprises ayant déposé leurs liasses fiscales en 2013 ont servi à la mise à jour du répertoire de 2014.

Ce traitement a permis de mettre à jour le répertoire de 2013 et d'obtenir celui de 2014 pourvu de 18 597 entreprises.

Par ailleurs, l'on a observé la présence de données manquantes dues au non renseignement de certaines variables de classement, notamment, le chiffre d'affaires et l'effectif employé. Le traitement de ces données manquantes s'est fait de la manière suivante :

- L'effectif employé des personnes physiques des branches commerce et des activités de supports a été imputé à 1. Pour les autres branches, l'imputation a été faite par la moyenne de chacun de ces deux indicateurs dans les strates ;
- Pour les personnes morales, l'imputation par le chiffre d'affaires moyen est effectuée dans chaque strate, les strates étant obtenues par croisement de la branche d'activité et de la tranche d'effectifs employés. De même l'imputation par l'effectif moyen est effectuée dans chaque strate obtenue par croisement de la branche d'activité et de la tranche du chiffre d'affaires.

La gestion de certaines variables de classement comme l'activité principale exercée ou la typologie de l'entreprise est particulière. En effet, en ce qui concerne l'activité, les changements ne peuvent être considérés comme tels que s'ils sont observés durant deux (02) années consécutives. Tel est également le cas pour la typologie.

Le traitement des données de localisation manquantes, notamment le repère et la boîte postale, s'est fait en utilisant principalement les données du fichier du contribuable disponibles à la Direction Générale des Impôts.

Période de publication

Le répertoire et la démographie des entreprises modernes de l'exercice sous revu (année N) est publié en fin d'année N+1.

Nomenclature utilisée

La codification des entreprises répertoriées est faite selon la Nomenclature des Activités du Cameroun rev1 (NACAM, rev1). Cette classification est une adaptation de la Nomenclature d'Activité des Etats Membres d'AFRISTAT (NAEMA, rev1), elle aussi issue de la Classification Internationale Type par Industries (CITI, rev4) des Nations Unies.

La NACAM rev1 est la nomenclature officielle rendue obligatoire par décret N°2016/0895/PM du 03 mai 2016.

Les principales variables

Le répertoire décline les variables ci-dessous :

- le numéro de contribuable ;

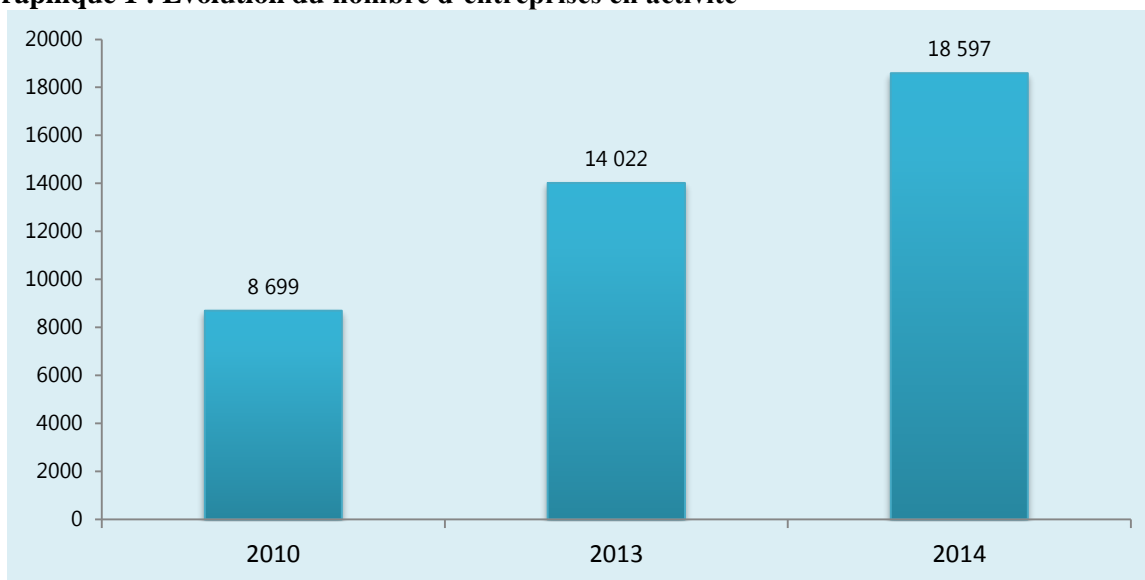
- le numéro d'identification au RCCM ;
- le capital social de l'exercice;
- la forme juridique ;
- la raison sociale ;
- le sigle ;
- le site web ;
- le numéro d'identification attribué par l'INS à l'entreprise ;
- l'effectif d'employés de l'exercice;
- l'activité de l'entreprise ;
- les produits ;
- le chiffre d'affaires de l'exercice ;
- le dépôt de la DSF ;
- La date de Création.

2 Entreprises en activité

Le nombre d'entreprises modernes répertoriées en 2014 est de 18 597 unités contre 14 022 en 2013. Cette évolution, due notamment à la création de 390 sociétés personnes morales en 2014, peut également s'expliquer par :

- La meilleure couverture du champ ;
- La formalisation des entreprises existantes ;
- Les créations de nouvelles entreprises personnes physiques ;
- La mise à jour de l'identifiant unique.

Graphique 1 : Evolution du nombre d'entreprises en activité



Source : Centrale des Bilans 2014

Encadré 1 : Procédé de mise à jour de l'identifiant INS

L'identification des unités économiques du répertoire se fait à deux niveaux : celui de l'entreprise siège et celui de l'établissement. L'identification d'une entreprise siège au répertoire est faite grâce à l'attribution d'un code numérique non significatif comportant 7 chiffres (complété par les zéro pour tenir sur 10 positions). Tout établissement est identifié

par un code numérique, également non significatif, à 10 chiffres.

Illustration :

Identifiant de l'entreprise siège : 1194403000

Si l'entreprise dispose des établissements, l'identifiant INS du premier établissement enregistré devra se présenter de la manière suivante 1194403001, celui du deuxième établissement 1194403002, ainsi de suite.

Le numéro attribué est non significatif en ce sens qu'il ne contient aucun code caractérisant l'activité, la localisation des unités, la forme juridique ou la taille de l'entreprise etc. Toutefois, les chiffres 1 en début du code sont attribués aux entreprises publiques ou parapubliques.

Le code identifiant d'une entreprise permet d'identifier théoriquement 9 999 999 (neuf millions neuf cent quatre vingt dix neuf mille neuf cent quatre vingt dix neuf) entreprises sièges. Tout établissement reçoit un code identifiant d'établissement même pour une entreprise qui exploite un établissement unique. Le code identifiant de l'établissement comporte en racine le code identifiant de l'entreprise siège plus un numéro interne de classement (NIC) qui est séquentiel (commençant par 001). Le numéro interne de classement comporte autant de zéro à gauche pour tenir sur trois positions. Un code attribué à un établissement n'est plus jamais utilisé au profit d'un autre établissement de cette entreprise. Le NIC permet d'identifier théoriquement 999 (neuf cent quatre vingt dix neuf) établissements pour une entreprise donnée.

Le code identifiant d'une entreprise est un numéro séquentiel à 6 chiffres plus une clé de contrôle attribué automatiquement et qui en assure l'unicité et la validité.

Le numéro séquentiel est attribué selon la date de création (jour/mois/année) de l'entreprise. En cas d'égalité de date de création, un mécanisme aléatoire est appliqué aux entreprises classées par ordre alphabétique.

Algorithme de contrôle de validité du code identifiant

Le principe utilisé pour vérifier la validité du code identifiant attribué est basé sur l'algorithme de Luhn encore appelé « formule de Luhn » ou encore « clé 1-2 ».

3 Implantation des entreprises

Les entreprises modernes sont inégalement réparties sur le territoire national. Comme en 2013, 3 entreprises sur 4 sont implantées dans les régions du Littoral et du Centre, notamment les villes de Douala et Yaoundé. Très loin derrière, suivent l'Ouest (5,6%) et le Sud-ouest (4,4%).

| Région | Nombre d'entreprises | Pourcentage |
|---------------------|----------------------|-------------|
| Adamaoua | 162 | 0,9 |
| Centre | 5 998 | 32,3 |
| <i>Dont Yaoundé</i> | <i>5 778</i> | <i>31,1</i> |

| | | |
|---------------------|---------------|--------------|
| Est | 262 | 1,4 |
| Extrême-nord | 348 | 1,9 |
| Littoral | 8 988 | 48,3 |
| <i>Dont Douala</i> | <i>8 420</i> | <i>45,3</i> |
| Nord | 413 | 2,2 |
| Nord-ouest | 521 | 2,8 |
| Ouest | 1 039 | 5,6 |
| Sud | 42 | 0,2 |
| Sud-ouest | 824 | 4,4 |
| Ensemble | 18 597 | 100,0 |

Source : Centrale des Bilans 2014

4 Forme juridique

En 2014, le tissu des entreprises modernes reste majoritairement constitué d'entreprises individuelles, soit 55,6% contre 52,5% en 2013. Elles sont suivies des SARL (34,6%). Les SA quant à elles sont au nombre de 895, soit 4,8% des entreprises. Cette forte représentativité des entreprises sociétaires est le fait de leur visibilité.

| Forme juridique | Nombre d'entreprises | Pourcentage |
|---|-----------------------------|--------------------|
| Société Individuelle | 10 346 | 55,6 |
| SARL Unipersonnelle (SARLU ou SUARL) | 228 | 1,2 |
| Société à Responsabilité Limitée (SARL) | 6 429 | 34,6 |
| Société Anonyme (SA) | 895 | 4,8 |
| Société en Nom Collectif (SNC) | 214 | 1,2 |
| Société en Commandite Simple(SCS) | 11 | 0,1 |
| Coopérative | 61 | 0,3 |
| Groupe d'Initiative Commune (GIC) | 115 | 0,6 |
| Groupe d'Intérêt Economique (GIE)) | 19 | 0,1 |
| Entreprise Publique (y compris Société d'Economie mixte contrôlé par l'Etat) | 20 | 0,1 |
| Établissement Public Administratif (EPA) | 4 | 0,0 |
| Organisation Non Gouvernementale (ONG) | 16 | 0,1 |
| Société Civile Immobilière (SCI) | 131 | 0,7 |
| Société Civile Professionnelle (SCP) | 14 | 0,1 |
| Société par Actions Simplifiées (SAS) | 3 | 0,0 |
| Autre forme juridique | 91 | 0,5 |
| Ensemble | 18 597 | 100,0 |

Source : Centrale des Bilans 2014

5 Activités économiques exercées

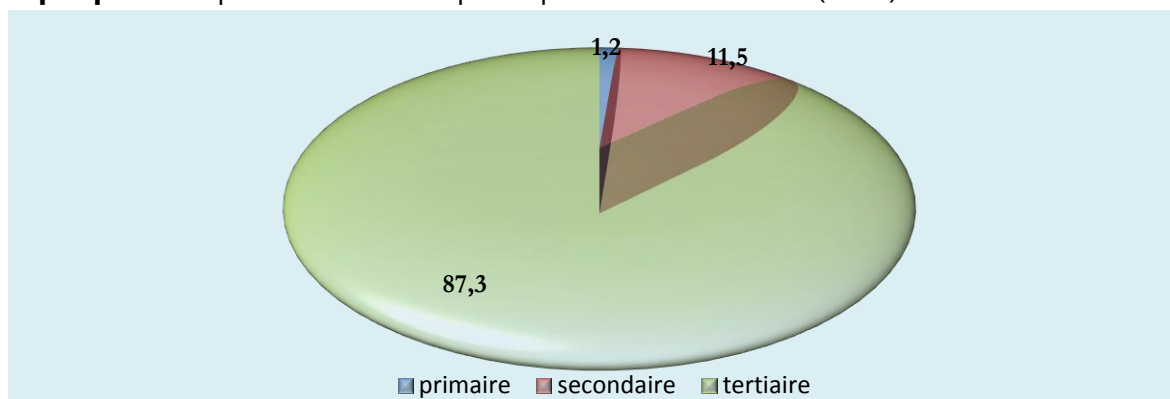
En 2014, la tertiarisation du tissu économique moderne s'est accentuée. Sur 100 entreprises, 87 exercent leur activité principale dans le secteur tertiaire. Le secteur secondaire concentre 11,5%. Le secteur primaire est le plus dépourvu, avec 1,2% des entreprises modernes. En effet, le mode d'organisation de l'activité dans ce secteur dans le contexte national fait en sorte que peu de structures sont organisées en entreprises/entités structurées.

Dans le secteur tertiaire, les activités des entreprises répertoriées se concentrent dans les branches « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » et « Activités fournies principalement aux entreprises » qui représentent à elles seules 77,8% du tertiaire.

Le secteur secondaire moderne est majoritairement constitué d'unités opérant dans la construction, notamment les BTP. Les activités manufacturières sont principalement portées par les branches telles que : « fabrication de produits à base de céréales » ; « Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction ».

Dans le secteur primaire, les entreprises exercent beaucoup plus dans la branche « Sylviculture et exploitation forestière »

Graphique 1 : Répartition des entreprises par secteur d'activité (en %)



Source : Centrale des Bilans 2014

| Code Branche | Libellé de la Branche | Nombre d'entreprises | Pourcentage |
|--------------|---|----------------------|-------------|
| 1 | Agriculture | 68 | 0,4 |
| 2 | Elevage et chasse | 52 | 0,3 |
| 3 | Sylviculture et exploitation forestière | 115 | 0,6 |
| 4 | Pêche et aquaculture | 1 | 0,0 |
| 5 | Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques | 23 | 0,1 |
| 6 | Extraction des minerais | 69 | 0,4 |
| 7 | Industrie de la viande et du poisson | 5 | 0,0 |
| 8 | Travail des grains et fabrication des produits amylacés | 11 | 0,1 |
| 9 | Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre | 45 | 0,2 |

| Code Branche | Libellé de la Branche | Nombre d'entreprises | Pourcentage |
|--------------|---|----------------------|--------------|
| 10 | Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux | 38 | 0,2 |
| 11 | Fabrication de produits à base de céréales | 204 | 1,1 |
| 12 | Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires | 24 | 0,1 |
| 13 | Industrie de boissons | 29 | 0,2 |
| 14 | Industrie du tabac | 0 | 0,0 |
| 15 | Industries du textile et de la confection | 44 | 0,2 |
| 16 | Industries du cuir et fabrication des chaussures | 6 | 0,0 |
| 17 | Industries du bois sauf fabrication des meubles | 78 | 0,4 |
| 18 | Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction | 225 | 1,2 |
| 19 | Raffinage du pétrole et cokéfaction | 2 | 0,0 |
| 20 | Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques | 63 | 0,3 |
| 21 | Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques | 39 | 0,2 |
| 22 | Fabrication de produits minéraux non métalliques | 26 | 0,1 |
| 23 | Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux | 158 | 0,8 |
| 24 | Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a | 12 | 0,1 |
| 25 | Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie | 9 | 0,0 |
| 26 | Fabrication de matériel de transport | 4 | 0,0 |
| 27 | Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a. | 90 | 0,5 |
| 28 | Réparation et installation des machines et équipements | 37 | 0,2 |
| 29 | Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne | 22 | 0,1 |
| 30 | Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets | 34 | 0,2 |
| 31 | Construction | 834 | 4,5 |
| 32 | Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules | 6 677 | 35,9 |
| 33 | Hébergement et restauration | 658 | 3,5 |
| 34 | Transport et entreposage | 834 | 4,5 |
| 35 | Activité d'information et de télécommunications | 311 | 1,7 |
| 36 | Activités financières et d'assurance | 240 | 1,3 |
| 37 | Activités immobilières | 321 | 1,7 |
| 38 | Activités fournies principalement aux entreprises | 5 956 | 32,0 |
| 39 | Administrations publiques et sécurité sociale | 3 | 0,0 |
| 40 | Activités éducatives | 743 | 4,0 |
| 41 | Activité pour la santé humaine et action sociale | 444 | 2,4 |
| 42 | Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles | 43 | 0,2 |
| | Ensemble | 18 597 | 100,0 |

Source : Centrale des Bilans 2014

6. Emploi dans les entreprises modernes

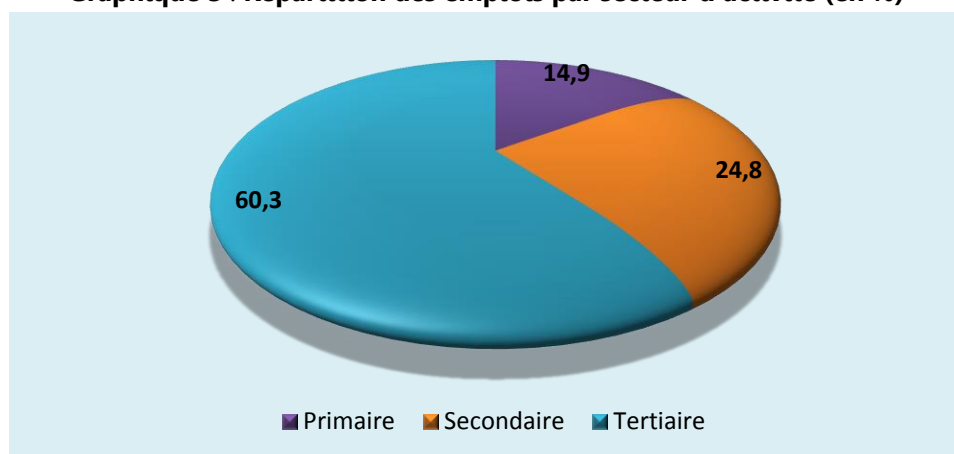
En 2014, les entreprises modernes occupent 303 315 employés permanents. La structure selon la tranche d'effectif employé, met en exergue la prépondérance des entreprises dont la taille ne dépasse pas 5 personnes. Environ 3 entreprises sur 4 emploient moins de 6 personnes. Les entreprises ayant un effectif compris entre 6 et 10 employés représentent 10,8%. En revanche, si les entreprises de grandes tailles (plus de 100 personnes) sont très peu présentes (2,2%), elles emploient la majorité des personnes. En effet, pour 100 employés du secteur moderne, ce type d'entreprises concentre environ 65 personnes.

| Tranche d'effectif | Nombre d'entreprises | Pourcentage | Effectif cumulé employé | Poids (%) |
|------------------------------|----------------------|-------------|-------------------------|-----------|
| 1 à 5 personnes | 13 850 | 74,5 | 25 556 | 8,4 |
| 6 à 10 personnes | 2 006 | 10,8 | 14 959 | 4,9 |
| 11 à 20 personnes | 1 189 | 6,4 | 17 118 | 5,6 |
| 21 à 100 personnes | 1 139 | 6,1 | 49 377 | 16,3 |
| plus de 100 personnes | 413 | 2,2 | 196 305 | 64,7 |
| Ensemble | 18 597 | 100,0 | 303 315 | 100,0 |

Source : Centrale des Bilans 2014

Selon le **secteur d'activité**, le tertiaire (60,3%) est plus dynamique, suivi du secondaire (24,8%) et du primaire (14,9%).

Graphique 3 : Répartition des emplois par secteur d'activité (en %)



Source : Centrale des Bilans 2014

L'effectif moyen employé dans une entreprise moderne est de 16 personnes. Suivant ce critère, la branche « Agriculture » est le premier pourvoyeur d'emploi avec 533 personnes en moyenne par entreprise. Elle est suivie de la branche « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (386) et « Administrations publiques et sécurité sociale » (224). En revanche les effectifs moyens les plus faibles s'observent dans la « pêche et aquaculture » (1 personne); les « activités immobilières » (4 personnes); « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a » (5 personnes).

Selon le cumul des effectifs employés, quatre (04) branches se démarquent avec plus de 20 000 personnes. Il s'agit de : « Activités fournies principalement aux entreprises » (51 941), « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » (44 936), l'« agriculture » (36 239) et le « transport et entreposage » (29 192).

| Code Branche | Libellé de la Branche | Nombre d'entreprises | Effectif moyen | Effectif total | Poids (%) |
|--------------|---|----------------------|----------------|----------------|-----------|
| 1 | Agriculture | 68 | 533 | 36 239 | 11,9 |
| 2 | Elevage et chasse | 52 | 11 | 578 | 0,2 |
| 3 | Sylviculture et exploitation forestière | 115 | 74 | 8 506 | 2,8 |
| 4 | Pêche et aquaculture | 1 | 1 | 1 | 0,0 |
| 5 | Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques | 23 | 61 | 1 406 | 0,5 |
| 6 | Extraction des minerais | 69 | 14 | 997 | 0,3 |
| 7 | Industrie de la viande et du poisson | 5 | 7 | 34 | 0,0 |
| 8 | Travail des grains et fabrication des produits amylacés | 11 | 135 | 1 480 | 0,5 |
| 9 | Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre | 45 | 68 | 3 050 | 1,0 |
| 10 | Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux | 38 | 144 | 5 489 | 1,8 |
| 11 | Fabrication de produits à base de céréales | 204 | 23 | 4 709 | 1,6 |
| 12 | Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires | 24 | 92 | 2 198 | 0,7 |
| 13 | Industrie de boissons | 29 | 180 | 5 228 | 1,7 |
| 14 | Industrie du tabac | 0 | 0 | 0 | 0,0 |
| 15 | Industries du textile et de la confection | 44 | 35 | 1 541 | 0,5 |
| 16 | Industries du cuir et fabrication des chaussures | 6 | 13 | 76 | 0,0 |
| 17 | Industries du bois sauf fabrication des meubles | 78 | 93 | 7 272 | 2,4 |
| 18 | Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction | 225 | 12 | 2 625 | 0,9 |
| 19 | Raffinage du pétrole et cokéfaction | 2 | 386 | 771 | 0,3 |
| 20 | Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques | 63 | 71 | 4 482 | 1,5 |
| 21 | Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques | 39 | 69 | 2 683 | 0,9 |
| 22 | Fabrication de produits minéraux non métalliques | 26 | 37 | 974 | 0,3 |
| 23 | Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux | 158 | 30 | 4 711 | 1,6 |
| 24 | Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a | 12 | 5 | 59 | 0,0 |
| 25 | Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie | 9 | 9 | 77 | 0,0 |
| 26 | Fabrication de matériel de transport | 4 | 206 | 822 | 0,3 |
| 27 | Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a. | 90 | 7 | 606 | 0,2 |
| 28 | Réparation et installation des machines et équipements | 37 | 13 | 478 | 0,2 |
| 29 | Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne | 22 | 210 | 4 616 | 1,5 |
| 30 | Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets | 34 | 169 | 5 759 | 1,9 |
| 31 | Construction | 834 | 16 | 12 986 | 4,3 |
| 32 | Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules | 6 677 | 7 | 44 936 | 14,8 |
| 33 | Hébergement et restauration | 658 | 17 | 11 432 | 3,8 |
| 34 | Transport et entreposage | 834 | 35 | 29 192 | 9,6 |

| Code Branche | Libellé de la Branche | Nombre d'entreprises | Effectif moyen | Effectif total | Poids (%) |
|--------------|---|----------------------|----------------|----------------|--------------|
| 35 | Activité d'information et de télécommunications | 311 | 50 | 15 541 | 5,1 |
| 36 | Activités financières et d'assurance | 240 | 52 | 12 549 | 4,1 |
| 37 | Activités immobilières | 321 | 4 | 1 387 | 0,5 |
| 38 | Activités fournies principalement aux entreprises | 5 956 | 9 | 51 941 | 17,1 |
| 39 | Administrations publiques et sécurité sociale | 3 | 224 | 672 | 0,2 |
| 40 | Activités éducatives | 743 | 15 | 11 253 | 3,7 |
| 41 | Activité pour la santé humaine et action sociale | 444 | 6 | 2 879 | 0,9 |
| 42 | Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles | 43 | 25 | 1 080 | 0,4 |
| | Ensemble | 18 597 | 16 | 303 315 | 100,0 |

Source : Centrale des Bilans 2014

Selon la **région d'implantation** des entreprises modernes, le Littoral est le premier pourvoyeur d'emplois modernes avec environ 59% de l'ensemble des effectifs employés. Cette région est suivie du Centre (23,1%). C'est le fait essentiellement des deux (02) métropoles que sont Douala et Yaoundé qui emploient respectivement 55,5% et 22,5% des personnes.

De fortes disparités s'observent relativement à la taille moyenne des entreprises qui sont implantées dans les régions. Le Sud avec un effectif moyen de 158 personnes par entreprises et le Sud-ouest (30) présentent des ratios élevés, expliqués par la présence des grandes agro-industries à l'instar de de la CDC au Sud-ouest et Hevecam au Sud qui effacent les quelques autres unités modernes qui sont implantées. Le Littoral à travers Douala se caractérise également comme bastion d'entreprises de grande taille. En revanche, les tailles moyennes les plus faibles s'observent à l'Extrême-nord (5), l'Adamaoua (7), l'Ouest (7), l'Est (9) et le Nord-ouest (9).

| Région | Nombre d'entreprises | Effectif moyen | Effectif total | Poids(en %) |
|---------------------|----------------------|----------------|----------------|--------------|
| Adamaoua | 162 | 7 | 1 189 | 0,4 |
| Centre | 5 998 | 12 | 70 173 | 23,1 |
| <i>Dont Yaoundé</i> | <i>5 778</i> | 12 | 68 307 | 22,5 |
| Est | 262 | 9 | 2 443 | 0,8 |
| Extrême-nord | 348 | 5 | 1 769 | 0,6 |
| Littoral | 8 988 | 19 | 178 448 | 58,8 |
| <i>Dont Douala</i> | <i>8 420</i> | 20 | 168 224 | 55,5 |
| Nord | 413 | 13 | 5 226 | 1,7 |
| Nord-ouest | 521 | 9 | 4 924 | 1,6 |
| Ouest | 1 039 | 7 | 7 399 | 2,4 |
| Sud | 42 | 158 | 6 623 | 2,2 |
| Sud-ouest | 824 | 30 | 25 122 | 8,3 |
| Ensemble | 18 597 | 16 | 303 315 | 100,0 |

Source : Centrale des Bilans 2014

7 Chiffre d'affaires des entreprises en 2014

Près de 2 entreprises sur 3 réalise un chiffre d'affaires de moins de 50 millions, dont 39% d'entreprises avec moins de 15 millions. En outre, cette catégorie ne cumule que 1,7% du chiffre d'affaires total. Les entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à 3 milliards sont moins nombreuses (2,3%) mais concentrent 82,6% du chiffre d'affaires généré par l'ensemble des entreprises en 2014.

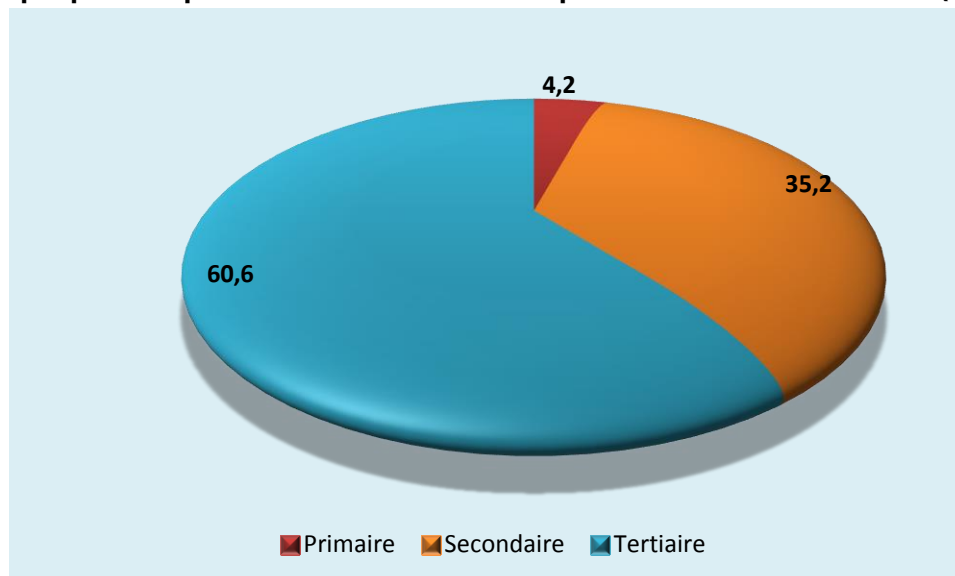
| Tranche chiffre d'affaires | Nombre d'entreprises | Pourcentage | Cumul chiffre d'affaires (en millions de FCFA)s | Poids (en %) |
|-------------------------------------|----------------------|-------------|---|--------------|
| Moins de 15 millions | 7 298 | 39,2 | 45 211,6 | 0,4 |
| 15 millions à 50 millions | 4 965 | 26,7 | 143 675,1 | 1,3 |
| 50 millions à 100 millions | 2 466 | 13,3 | 168 270,8 | 1,5 |
| 100 millions à 250 milliards | 1 870 | 10,1 | 288 991,5 | 2,6 |
| 250 millions à un milliards | 1 147 | 6,2 | 546 389,7 | 5,0 |
| un milliards à 3 milliards | 429 | 2,3 | 721 160,0 | 6,6 |
| 3 milliards et plus | 422 | 2,3 | 9 096 054,4 | 82,6 |

| | | | | |
|-----------------|---------------|--------------|---------------------|--------------|
| Ensemble | 18 428 | 100,0 | 11 009 753,0 | 100,0 |
|-----------------|---------------|--------------|---------------------|--------------|

Source : Centrale des Bilans, 2014

Par secteur d'activité, le tertiaire réalise 60,6% du chiffre d'affaires global. Il est suivi par le secteur secondaire avec 35,2%. Le poids du secteur primaire est de 4,2%.

Graphique 4 : Répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité en 2014 (en %)



Source : Centrale des Bilans, 2014

Dans le secteur tertiaire, la branche « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » demeure la plus performant avec 31,5% du chiffre d'affaires. Elle est suivie par les « activités financières et d'assurances » (10,7%), notamment du fait du dynamisme observé dans certaines banques à l'instar de la BICEC et de la Société Générale.

Au niveau du secteur secondaire, deux (02) branches sont bien positionnées sur le marché. Il s'agit de : Raffinage du pétrole et cokéfaction (7,5%) et l'industrie de boissons (4,6%).

Dans le secteur primaire, l'activité est tirée par les branches « Agriculture » et « Sylviculture et exploitation forestière ».

Le chiffre d'affaires moyen s'établit à 592,3 millions de FCFA pour l'ensemble des entreprises modernes. Vingt (20) branches sur 42 s'illustrent par une performance largement au dessus de cette moyenne. C'est le cas notamment de la branche « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (413 541,7 millions de FCFA) ; suivie de la branche « Industries de boissons » (17 351,5 millions de FCFA), la branche « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (16 599,9), la branche « Travail des grains et fabrication des produits amyliques » (12 449,2), la branche « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » (8 682,3). En revanche, les performances les plus faibles s'observent dans les branches « Pêche et aquaculture » (8,3) ; Activités éducatives (42,6) ; Activité pour la santé humaine et action sociale (42,9) ; la « Fabrication d'équipements et d'appareils audiovisuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie » (105,1) ; « Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a » (109,8) les « Activités immobilières » (122,1).

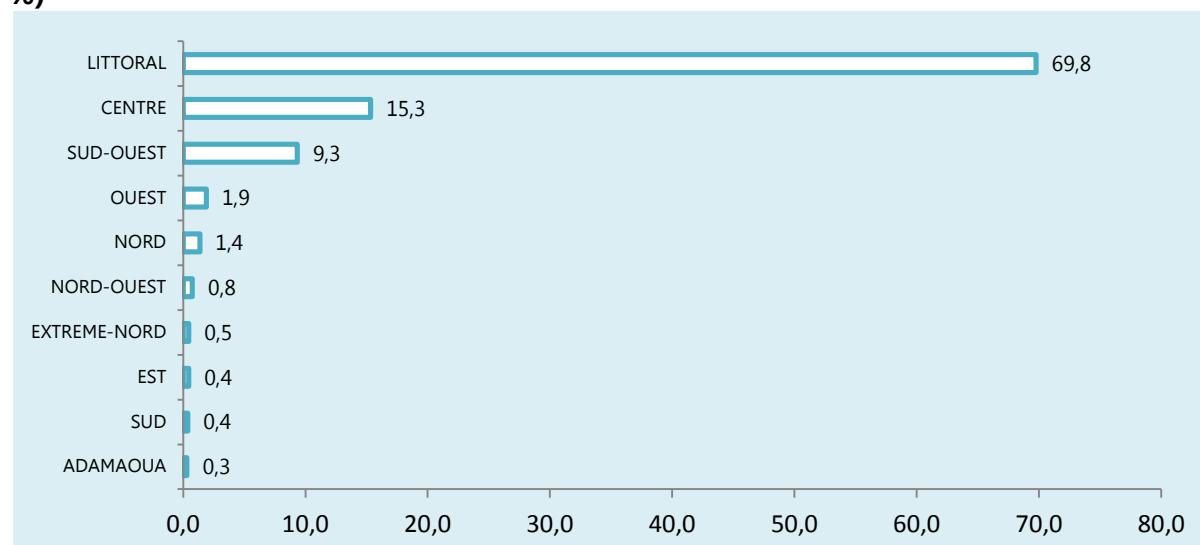
| Code Branche | Libellé de la Branche | Nombre d'entreprises | Cumul du Chiffre d'affaires en 2014 (en millions de FCFA) | Chiffre d'affaires moyen (en millions de FCFA) |
|--------------|---|----------------------|---|--|
| 1 | Agriculture | 68 | 256 809,6 | 3 776,6 |
| 2 | Elevage et chasse | 52 | 5 854,0 | 114,8 |
| 3 | Sylviculture et exploitation forestière | 115 | 203 631,1 | 1 770,7 |
| 4 | Pêche et aquaculture | 1 | 8,3 | 8,3 |
| 5 | Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques | 23 | 199 693,4 | 8 682,3 |
| 6 | Extraction des minerais | 69 | 20 467,6 | 296,6 |
| 7 | Industrie de la viande et du poisson | 5 | 1 526,4 | 305,3 |
| 8 | Travail des grains et fabrication des produits amylacés | 11 | 124 492,2 | 12 449,2 |
| 9 | Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre | 45 | 141 192,7 | 3 137,6 |
| 10 | Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux | 38 | 141 747,1 | 3 730,2 |
| 11 | Fabrication de produits a base de céréales | 204 | 69 593,1 | 341,1 |
| 12 | Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires | 24 | 96 585,4 | 4 024,4 |
| 13 | Industrie de boissons | 29 | 503 194,7 | 17 351,5 |
| 14 | Industries du tabac | 0 | 0 | 0 |
| 15 | Industries du textile et de la confection | 44 | 20 222,2 | 459,6 |
| 16 | Industries du cuir et fabrication des chaussures | 6 | 1 044,3 | 174,0 |
| 17 | Industries du bois sauf fabrication des meubles | 78 | 137 483,9 | 1 762,6 |
| 18 | Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction | 225 | 65 081,9 | 289,3 |
| 19 | Raffinage du pétrole et cokéfaction | 2 | 827 083,5 | 413 541,7 |
| 20 | Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques | 63 | 189 648,1 | 3 010,3 |
| 21 | Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques | 39 | 59 582,2 | 1 527,7 |
| 22 | Fabrication de produits minéraux non métalliques | 26 | 116 371,7 | 4 654,9 |
| 23 | Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux | 158 | 290 010,2 | 1 835,5 |
| 24 | Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a | 12 | 1 731,9 | 144,3 |
| 25 | Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie | 9 | 945,8 | 105,1 |
| 26 | Fabrication de matériel de transport | 4 | 14 195,7 | 3 548,9 |
| 27 | Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a. | 90 | 9 877,8 | 109,8 |
| 28 | Réparation et installation des machines et équipements | 37 | 6 847,7 | 190,2 |
| 29 | Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne | 22 | 365 197,7 | 16 599,9 |
| 30 | Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets | 34 | 46 132,2 | 1 356,8 |
| 31 | Construction | 834 | 421 540,5 | 506,1 |

| Code Branche | Libellé de la Branche | Nombre d'entreprises | Cumul du Chiffre d'affaires en 2014 (en millions de FCFA) | Chiffre d'affaires moyen (en millions de FCFA) |
|--------------|---|----------------------|---|--|
| 32 | Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules | 6677 | 3 469 425,7 | 519,6 |
| 33 | Hébergement et restauration | 658 | 88 593,5 | 134,6 |
| 34 | Transport et entreposage | 834 | 728 098,0 | 876,2 |
| 35 | Activité d'information et de télécommunications | 311 | 712 815,2 | 2 292,0 |
| 36 | Activités financières et d'assurance | 240 | 1 174 228,2 | 4 892,6 |
| 37 | Activités immobilières | 321 | 39 195,3 | 122,1 |
| 38 | Activités fournies principalement aux entreprises | 5956 | 369 664,3 | 62,1 |
| 39 | Administrations publiques et sécurité sociale | 3 | 18 632,5 | 6 210,8 |
| 40 | Activités éducatives | 743 | 31 686,4 | 42,6 |
| 41 | Activité pour la santé humaine et action sociale | 444 | 19 040,9 | 42,9 |
| 42 | Autres activités fournies a la collectivité, activités sociales et personnelles | 43 | 20 580,3 | 478,6 |
| | Ensemble | 18 597 | 11 009 753,0 | 592,3 |

Source : Centrale des Bilans 2014

Selon la région d'implantation, l'essentiel de l'activité en termes de chiffre d'affaires se réalise dans les régions suivantes : Littoral (69,8%), Centre (15,3%) et le Sud-ouest (9,3%).

Graphique 5 : Poids économique des régions en terme de chiffre d'affaires en 2014 (en %)



Source : Centrale des Bilans 2014

8 Top 15 des entreprises en termes de chiffres d'affaires en 2014

En 2014, la SONARA demeure la première entreprise camerounaise en termes de chiffre d'affaires. Le top 15 est dominé par le secteur tertiaire qui est représenté par dix (10) entreprises, soit une entreprise de plus par rapport à l'année 2013. Il s'agit des géants du secteur bancaire, de la distribution des produits pétroliers et des télécommunications.

| N° | Nom ou raison sociale | Sigle | Ville | Variation du classement par rapport à 2013 |
|----|---|--------------------|---------|--|
| 1 | SOCIETE NATIONALE DE RAFFINAGE | SONARA | Limbe | = |
| 2 | BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN POUR L'EPARGNE ET LE CREDIT | BICEC | Douala | + 14 |
| 3 | SOCIETE ANONYME DES BRASSERIES DU CAMEROUN | SABC | Douala | -1 |
| 4 | SOCIETE GENERALE CAMEROUN | SG CAMEROUN | Douala | + 12 |
| 5 | TOTAL CAMEROUN S.A | TOTAL CAMEROUN S.A | Douala | -2 |
| 6 | ENERGY OF CAMEROON (AES SONEL) | AES SONEL | Douala | -1 |
| 7 | MTN CAMEROUN SA | MTN CAMEROUN SA | Douala | -2 |
| 8 | TRADEX SA | TRADEX | Douala | -2 |
| 9 | ORANGE CAMEROU SA | ORANGE | Douala | -2 |
| 10 | CONGELCAM S.A. | CONGELCAM S.A. | Yaoundé | -1 |
| 11 | LIBYA OIL CAMEROUN | OLIBYA | Douala | = |
| 12 | CORLAY CAMEROUN SA | CORLAY CAMEROUN SA | Douala | -4 |
| 13 | SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DU COTON DU CAMEROUN | SODECOTON | Garoua | -3 |
| 14 | ALUCAM | ALUCAM | Edéa | = |
| 15 | OLAM CAM | OLAM CAM | Douala | -3 |

Source : Centrale des Bilans 2014

Les entreprises du secteur secondaire perdent deux (02) places dans ce classement passant de six (06) entreprises en 2013 à quatre (04) en 2014. Le primaire n'est représenté que par

une (01) entreprise en l'occurrence la SODECOTON. En termes de dynamique, l'on observe la bonne tenue des établissements bancaires. En effet, la Banque Internationale du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit (BICEC) et la Société Générale Cameroun (SGC) font des bonds respectifs de 14 et 12 places passant aux 2^{ème} et 4^{ème} rangs. En revanche, les sociétés CORLAY CAMEROUN SA (- 4), SODECOTON (- 3), et OLAM CAM (- 3) enregistrent les plus fortes chutes.

9 Top 15 des entreprises en termes d'effectifs employés en 2014

En 2014, la CDC demeure la première entreprise du Cameroun en termes d'emplois permanents. Comme elle, quatre (04) autres entreprises du secteur primaire figurent dans le top 15 en termes d'effectifs employés. De même les secteurs secondaire et tertiaire sont représentés avec chacun cinq (5) entreprises dans le classement. Les entreprises Cible rh emploi et Interima apparaissent dans ce classement en raison de leur rôle prépondérant en matière d'intermédiation sur le marché de l'emploi. En effet, leurs employés (6 048) sont à plus de 90% prêtés à d'autres entreprises, et par conséquent considérés par celles-ci comme du personnel extérieur.

| N° | Nom ou raison sociale | Sigle | Ville |
|----|---|--------------|---------|
| 1 | CAMEROON DEVELOPMENT CORPORATION | CDC | LIMBE |
| 2 | GROUP FOR SECURITY SERVICES PLC | G4S SECURITY | DOUALA |
| 3 | PLANTATIONS DU HAUT PENJA | PHP | NYOMBE |
| 4 | HEVEA CAMEROUN SA | HEVECAM SA | NIETE |
| 5 | AFRICA SECURITY CAMEROUN | | DOUALA |
| 6 | CIBLE RH EMPLOI | | DOUALA |
| 7 | ENERGY OF CAMEROON (AES SONEL) | AES SONEL | DOUALA |
| 8 | GLOBAL ENTREPRISE TECHNOLOGY AND SECURITY | GETSEC | YAOUNDE |
| 9 | HYGIENE ET SALUBRITE DU CAMEROUN | HYSACAM | DOUALA |
| 10 | SOCIETE ANONYME DES BRASSERIES DU CAMEROUN | SABC | DOUALA |
| 11 | SOCIETE CAMEROUNAISE DE PALMERAIES | SOCAPALM | DOUALA |
| 12 | SAFA CAMEROUN | SAFACAM | DOUALA |
| 13 | CAMRAIL S.A. | CAMRAIL S.A. | DOUALA |
| 14 | SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DU COTON DU CAMEROUN | SODECOTON | GAROUA |
| 15 | INTERIMA | INTERIMA | DOUALA |

Source : Centrale des Bilans 2014

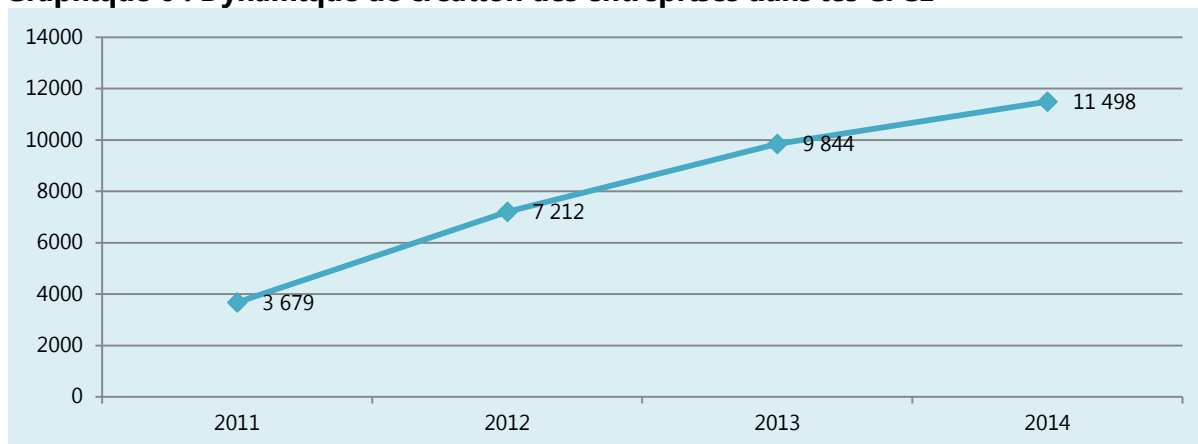
10 Dynamique de création des entreprises

Le gouvernement a entrepris depuis 2010 de nombreuses réformes en vue de faciliter la création et la formalisation des entreprises.

Pour l'année 2014, 11 498 entreprises ont été créées dans les CFCE, soit un accroissement de 16,8% par rapport à l'année 2013. Cette croissance soutenue des créations d'entreprises peut s'expliquer d'une part par l'adhésion des opérateurs ainsi que la confiance que ceux-ci éprouvent vis-à-vis des CFCE comme outil de formalisation des entreprises. D'autre part, il faut rappeler que le Gouvernement a mis en place diverses structures et programmes qui accompagnent les créateurs, porteurs et repreneurs de projets. Il s'agit entre autres de la

Banque camerounaise des PME, de l'Agence de promotion des PME, du Bureau de mise à niveau des Entreprises, des Centres de Gestion Agréés (CGA) et des pépinières/incubateurs d'entreprises.

Graphique 6 : Dynamique de création des entreprises dans les CFCE



Source : Annuaire Statistique MINPMEESA 2014

Encadré 2 : Dynamique de création des entreprises. Evolution du cadre réglementaire et institutionnel

L'avènement depuis 2010 des Centres de Formalités de Créations d'Entreprises (CFCE), impulsé par le Cameroun Business Forum (CBF) constitue une importante réforme opérée par le Gouvernement, dans le sens de l'amélioration du climat des affaires. Dans son principe, cette réforme vise à simplifier les procédures de création des entreprises qui désormais se font en un guichet unique. A cet effet, d'importants textes ont vu le jour :

- ✓ l'Instruction No 001/CAB/PM du 18 Mars 2010 Relative aux formalités administratives de création des entreprises au Cameroun
 - ✓ l'Instruction n°004/CAB/PM du 25 mai 2012 relative aux formalités administratives de création d'entreprises au Cameroun
- la Circulaire Interministérielle N°001/ MINJUSTICE- MINPMEESA-MINFI du 30 mai 2012 relative à la procédure devant les Centres de Formalités de Création d'Entreprises.

Dix (10) innovations majeures dans la facilitation de la création d'entreprises, ont été introduites, relatives :

1. au coût (qui passe de 53 000 FCFA à 41 500 pour les personnes physiques),
2. les pièces à fournir (plus besoin de certifier sa CNI),
3. au titre de propriété (qui n'est plus exigible),
4. à la Signature électronique² (instaurée conformément à l'Acte Uniforme OHADA révisé portant sur le droit commercial général),
5. à l'Extrait du casier judiciaire (Différé de trois mois, après avoir fait une déclaration sur l'honneur),
6. au Frais de bail (suppression de 10% des frais annuels de bail du local abritant l'entreprise jadis exigé lors de la création),

² L'acte Uniforme OHADA révisé relatif au droit commercial stipule en son article 82 que « Les formalités accomplies auprès des Registres du Commerce et du Crédit Mobilier au moyen de documents électroniques et de transmissions électroniques ont les mêmes effets juridiques que celles accomplies avec des documents sur support papier, notamment en ce qui concerne leur validité juridique et leur force probatoire.

7. au Statut de l'entrepreneur³ (catégorie juridique introduite conformément l'Acte Uniforme OHADA),
8. à l'Etablissement des registres de commerce (Mise à disposition du greffier détaché au CFCE d'une série de numéros avec le CFCE comme seul endroit pour établir les RCCM de création d'entreprises),
9. à la Caisse unique (Tous les paiements se font au CFCE dans une caisse unique tenue par un percepteur des recettes) et
10. au Rôle des notaires (Le promoteur peut poursuivre lui-même la procédure après la certification de son contrat de société et la déclaration notariée de souscription).

Il convient de relever que l'institution des CFCE, s'inscrit dans un programme de réformes d'accompagnement du secteur privé, afin que celui-ci joue son rôle de moteur de la croissance et de création d'emploi. Ce qui exige de la part des opérateurs économiques une transparence dans les affaires. L'institution des centres de gestion agréés, par la loi des finances pour l'exercice 1996-1997 et organisés par le décret N°2000/002/PM du 06 janvier 2000, modifié par le décret N° 2007/0456/PM du 29 Mars 2007 et par la suite, le décret N°2011/1137/PM du 12 Mai 2011 fixant tous les avantages fiscaux accordés aux adhérents desdits centres, participe de ce souci.

Après les deux centres pilotes créées à Douala et Yaoundé en 2010, trois autres centres ont été créés en 2011 (Bamenda, Bafoussam, Garoua). Au cours de l'exercice 2014 le Cameroun compte huit (08) Guichets Uniques opérationnels avec la mise en service des Guichets à Maroua ; Limbé et Ebolowa.

En 2014, douze (12) Centres de Gestion Agréés (CGA) sont fonctionnels au Cameroun. Le tableau ci-dessous présente leur liste.

| Raison sociale | Sigle | Région | N° Agrément | BP | Téléphone |
|--|-------|--------------|---|--------|-----------|
| Cabinet Auditec consulting et Kousok Thomas | K2K | Centre | 0176/MINFI/DGI/LC/L du 25 octobre 2012 | 7748 | 679842634 |
| Cabinet Managis Consulting | CMC | Centre | 0174/MINFI/DGI/LC/L du 25 octobre 2012 | 12 873 | |
| Délégation régionale de la CCIMA du Centre | CCIMA | Centre | 0472/MINFI/DGI du 16 décembre 2014 | | |
| Délégation régionale de la CCIMA de l'Est | CCIMA | Est | 0473/MINFI/DGI/LC/L du 18 décembre 2014 | | |
| Délégation régionale de la CCIMA de l'Extrême-nord | CCIMA | Extrême-nord | 0471/MINFI/DGI/LC/L du 16 décembre 2014 | | |
| Cabinet Fiscl comptable conseil | CFCC | Littoral | 0173/MINFI/DGI/LC/L du 25 octobre 2012 | 3121 | |
| Délégation régionale de la CCIMA du Littoral | CCIMA | Littoral | 0175/MINFI/DGI/LC/L du 25 octobre 2012 | | 676552623 |
| Délégation régionale de la CCIMA du Nord | CCIMA | Nord | 0475/MINFI/DGI du 16 décembre 2014 | | |
| Délégation régionale de la CCIMA du Nord-ouest | CCIMA | Nord-ouest | 0471/MINFI/DGI du 16 décembre 2014 | | |
| Délégation régionale de la CCIMA de l'Ouest | CCIMA | Ouest | 0171/MINFI/DGI/LC/L du 25 octobre 2012 | | |
| Délégation régionale de la CCIMA du Sud | CCIMA | Sud | 0474/MINFI/DGI du 16 décembre 2014 | | |
| Délégation régionale de la CCIMA du Sud-ouest | CCIMA | Sud-ouest | 0172/MINFI/DGI/LC/L du 25 octobre 2012 | | |

Source : MINPMEESA

Conclusion, perspectives et recommandations

En 2014, le nombre d'entreprises modernes au Cameroun est passé à 18 597 unités, marquant ainsi une augmentation de +32,6% par rapport à 2013. Ce qui peut être expliqué soit par une création soutenue de nouvelles entreprises sur cette période ou par une meilleure couverture de la collecte des DSF.

Concernant la répartition géographique des entreprises du secteur moderne, la région du Littoral, naturellement vient en tête avec 8 988 entreprises (48,3%), suivie du Centre 5 998 soit 32,3%.

Pour ce qui est de la forme juridique, les entreprises individuelles sont majoritaires (55,6%), suivies par les Sarl (34,6 %). L'on dénombre en outre 895 SA.

Par ailleurs les entreprises occupent au total 303 315 employés permanents en 2014. D'une manière générale, la taille de ces entreprises est assez modeste, 7 entreprises sur 10 emploient au plus 5 personnes. Toutefois, les PME prises dans leur ensemble ont un effectif employé de 107 010 actifs, soit 35,3% du total des emplois des entreprises modernes.

La répartition par branche situe celle du « Commerce de gros et détail et réparation de véhicules » comme premier pôle de concentration des entreprises (35,9%), suivies par les « Activités fournies principalement aux entreprises » (32,0%).

Concernant le chiffre d'affaires, les entreprises ont généré un montant de 11 010 milliards de FCFA en 2014, soit une moyenne de 592,3 millions de FCFA par entreprise. Les grandes entreprises, avec 3% de concentration d'unités, réalisent 84 % du chiffre d'affaires total des entreprises modernes. La branche « raffinage et cokéfaction » présente la plus grande performance avec un chiffre d'affaires moyen de 413 541,7 millions de FCFA. En revanche, la branche « pêche et aquaculture » avec un chiffre d'affaires moyen de 8,3 millions de FCFA est la moins performante.

Les prochaines éditions du répertoire et de la démographie des entreprises intégreront l'analyse sur les EMF et sur les entreprises assujetties au Système Minimal de Trésorerie (SMT). Ces catégories d'entreprise contribuent en effet de plus en plus à la dynamique de l'activité économique nationale. A cet égard il faudra continuer sans relâche le plaidoyer afin de réunir les conditions nécessaires pour y parvenir.

Annexe : Equipe technique

Supervision générale

TEDOU Joseph, Directeur Général de l'INS

SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, Directeur Général Adjoint de l'INS

Coordination technique

AMOUGOU René Aymar Bertrand, Chef du Département des Statistiques d'Entreprises

FANDIO TCHABO Ferdinand, Secrétaire Permanent au Plan Comptable

Equipe de rédaction

FANDIO TCHABO Ferdinand, Secrétaire Permanent au Plan Comptable

DJIALEU Eric Lambert, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

KONAÏ Fidèle, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

NANA FEUKEU Armand, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

Equipe de relecture

FOKOU FOPI Serges, Chef de Division des Statistiques des Secteurs Productifs

METANGMO Janvier, Chargé d'Etudes à la Division des Statistiques des Secteurs Productifs

OUMAROU IBN-EL HAMID, Chargé d'Etudes au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

GUEMO KITIO Claudin Ford, Chargé d'Etudes au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

DJIDAWO DIFFO Ninon, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

**CE RAPPORT EST UNE PUBLICATION DU
DEPARTEMENT DES STATISTIQUES D'ENTREPRISES**



BP : 134 Yaoundé

Tél : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 54 21

Fax : (+237) 222 23 24 37 -

Site Web: www.statistics-cameroon.org